

L'Humanité *rouge*

Proétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !



1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 379

samedi 29 novembre 1975

IL Y A 31 ANS, L'ALBANIE SE LIBÉRAIT

Il y a 31 ans, le 29 novembre 1944, l'Albanie se libérait. Soumis pendant des années et des années au joug des hordes fascistes italiennes puis des S.S. d'Allemagne nazie, le peuple d'Albanie avait rompu ses chaînes. Par ses propres forces et sous la direction de son parti communiste, le peuple albanais avait tour à tour chassé de son territoire les troupes de Mussolini et celles de Hitler. En vérité c'était là la marque d'un bien grand parti et d'un bien grand peuple.

Dès lors c'est sous la direction de ce parti, le glorieux Parti du Travail d'Albanie, avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, que le prolétariat et le peuple albanais allaient détruire ce qui restait du régime féodal et édifier sur ses cendres le socialisme. S'en tenant strictement aux enseignements du marxisme et du léninisme, et les appliquant aux conditions concrètes du pays, le parti communiste d'Albanie instaurait la dictature du prolétariat, seule forme d'État qui puisse garantir le socialisme en empêchant les anciennes classes exploiteuses de restaurer l'ancien régime.

La classe ouvrière et les masses populaires d'Albanie bénéficiaient alors d'un arrière sûr : la grande Union soviétique de Staline.

Depuis lors, la situation est radicalement différente. L'URSS n'est plus socialiste. Les révisionnistes ont usurpé le pouvoir dans le parti et dans l'État soviétique. Et après y avoir restauré le capitalisme, ils en ont fait une superpuissance impérialiste.

Aujourd'hui la Russie de Brejnev se livre au pillage impérialiste, elle se livre à une politique de rapine et de surexploitation des peuples du monde. Elle cherche à étendre son hégémonie sur le monde entier, et c'est pour cela qu'il lui faut rivaliser avec l'impérialisme américain. Mais alors que ce dernier se trouve de plus en plus affaibli sous les coups que lui portent les peuples du monde, la superpuissance russe est une force montante. Elle prépare des aventures d'agression militaire tout particulièrement en Europe qu'elle prend d'ores et déjà en tenailles.

Dans cette situation, explosive en Méditerranée et dans les Balkans, l'attitude du peuple albanais est de résister à toutes les pressions des superpuissances. Sous la direction de leur parti révolutionnaire prolétarien, la classe ouvrière et les masses populaires d'Albanie se préparent à affronter tout agresseur les armes à la main.

Devant les pressions, les tentatives, et les prétentions du social-impérialisme russe qui voudrait imposer sa dictature fasciste de type hitlérien à l'Albanie, le prolétariat et le peuple albanais se dressent courageusement, sûrs d'eux, assurés que sous la direction de leur parti communiste ils chasseront tout agresseur comme ils chassèrent jadis les fascistes de Mussolini et les nazis d'Hitler.

QUI A VOULU TUER MOHAMED AZZOUZ ?

Le 7 octobre au matin, le corps d'un travailleur algérien fut retiré des eaux du lac d'Annecy. Cet Algérien s'appelait Sisbanne Azzouz.

Sisbanne avait 42 ans et vivait depuis une quinzaine d'années à Annecy où il avait été, notamment, président de l'Amicale des Algériens.

Après avoir été identifié par les flics, son corps fut déposé à la morgue en attendant que sa famille, qui réside en Algérie, vienne en prendre possession.

C'est son neveu, Mohamed Azzouz, qui fut chargé de cette tâche. Mohamed fit donc le trajet Skikda-Annecy et commença à accomplir les formalités nécessaires pour envoyer la dépouille de son oncle en Algérie.

Dans le même temps, Mohamed fit le tour des amis de son oncle pour connaître les circonstances de sa mort. Il chercha en particulier à savoir si la thèse retenue par la police (accident ou suicide) était vraisemblable. Là très vite il s'aperçut qu'on essayait de le berner.

Aussi, lorsque le 6 novembre on déshabilla le corps de son oncle pour procéder à la toilette mortuaire et lorsque les sept personnes présentes s'aperçurent que le cadavre présentait des hématomes importants *alors que le premier rapport médical ne les mentionnait pas*, il fit aussitôt annuler la mise en bière.

Un second médecin vint faire un constat (il était difficile de faire autrement vu le nombre de témoins) et «expliqua» que ces traces avaient pour cause des chocs pendant le transport du corps à la morgue. Cette explication ne convainquit personne car chacun sait, en milieu hospitalier, que des coups portés sur un cadavre ne provoquent pas d'hématomes.

(Suite page 8)

PORTUGAL

MEETING

organisé par le MIL et le CILA

Mardi 2 décembre à 20 h 30

montage diapositives, chorale

Cinéma Ménil-Palace
48, rue Ménilmontant
Paris 19^e



Grenoble

MOBILISATION DES TRAVAILLEURS DE NEYRPIC

Neyrpic, avec 2 300 salariés dont 1 200 ouvriers, est une des trois grandes entreprises de Grenoble. Rachetée par Alsthom en 1962, elle est très connue comme fabricant de turbines hydrauliques.

Traditionnellement, Neyrpic est aussi un fief du PCF (et la CGT, contrôlée par lui, obtient plus de 50 % des voix aux élections de délégués du personnel). C'est depuis longtemps une pratique démago-gue de collaboration de classe (débrayages en fin de poste, négociations à froid...). Malgré tout, quelques mouvements de mobilisation échappant au contrôle des révisionnistes ont pu avoir lieu ces dernières années, ils n'ont pu s'étendre à l'ensemble de l'usine et sont restés concentrés sur un ou deux ateliers.

Une enquête de la CFDT permet de tirer le bilan de cette politique. Pour les horaires : 43 h 45 à Neyrpic contre 40 heures à Rhône-Progil, 40 et 41 heures à Merlin-Gérin. Pour les salaires : 20 % de retard. Pour les primes de fin d'année : dérisoires à Neyrpic (moins de 500 F pour les ouvriers, 136 mois pour les autres).

C'est justement depuis ce tract que les choses sont en train de changer. Les travailleurs, apparemment dociles au contrôle des dirigeants révisionnistes du PCF, ont établi, à l'initiative de la CFDT, un cahier de revendications où ils réclament notamment : 40 heures immédiatement et sans diminution de salaire, 250 F pour tous à titre de rattrapage.

Des débrayages quotidiens avec occupation des ateliers sont organisés, la direction essuie deux échecs dans ses tentatives de lock-out et de constats par huissier. Lors d'un débrayage, les travailleurs décident de défilier dans les bureaux au son d'un tambour. Les responsables de la CGT, qui s'étaient « contentés » de freiner le mouvement, passent carrément du côté de la direction en interdisant l'entrée des bureaux aux travailleurs ; ceux-ci passent quand même. A la suite de cette action, les révisionnistes tentent de faire signer une péti-

tion condamnant « l'attitude irresponsable » d'un délégué CFDT. Les protestations sont telles qu'ils n'osent pas la faire circuler.

Le mardi 18 novembre, plus de 500 personnes défilent dans la rue malgré le froid et la pluie. Les travailleurs veulent occuper les bureaux, la CFDT appuie cette initiative; la CGT siège une demi-journée sans trouver d'échappatoire pour s'y opposer sans se démasquer. Le jeudi 19, le PCF distribuait un tract proposant le Programme commun comme solution à tous les maux. Mais à Neyrpic aussi les illusions sur le Programme commun diminuent.

Cette action, quelle que soit son issue, prouve que de plus en plus de travailleurs prennent conscience de ce qu'est le révisionnisme, c'est pourquoi ce serait une erreur de le surestimer. Auparavant certains disaient : A Neyrpic rien n'est possible, les travailleurs s'embourgeoisent, l'individualisme envahit les ouvriers, etc. L'action a montré que le révisionnisme, en tant que courant idéologique bourgeois dans la classe ouvrière et obstacle principal à la révolution en France, est inévitablement voué à disparaître et que les travailleurs sont, eux, résolus à la lutte classe contre classe.

Correspondant HR.

Alsthom Saint-Ouen

Echec au lock-out

La direction avait prévu de fermer l'usine le jeudi 27, pour ne pas faire les frais des coupures d'électricité, et voulait nous faire récupérer la journée « perdue » le samedi 29, espérant du même coup faire retomber sur les travailleurs une grève dirigée contre le patronat.

DEUX ATTITUDES :

Très tôt la CFDT combat le défaitisme, et appelle à réagir en cas de lock-out.

La CGT (qui sent l'odeur des élections professionnelles) intervient mardi pour dire que c'est l'EDF qui coupe le courant et non les grévistes, et conclue : « Nous pouvons, nous devons travailler ».

Mais de propositions d'action aux travailleurs, point.

Mercredi matin, la CFDT diffuse un tract : « Mobilisons-nous contre toute menace de lock-out » et appelle les travailleurs à se réunir en assemblée, après la réunion du comité d'entreprise, pour décider sur le champ des formes d'action.

Tandis que le mécontentement grandit dans les ateliers, le patron annonce au CE la décision de fermer l'usine. Les

deux syndicats quittent la séance, la CFDT pour mobiliser davantage les travailleurs et préparer un débrayage, la CGT pour sortir un tract intitulé « L'arbitraire » et qui se termine par : « Il s'agit bien d'une décision intempestive. Devant l'attitude de la direction, les élus CGT ont quitté la séance. » De mobilisation des travailleurs, toujours point.

A midi moins le quart, la direction rappelle les délégués pour leur annoncer que l'usine sera quand même ouverte le jeudi. A nouveau, deux attitudes : la CFDT maintient les réunions, où elle informe les travailleurs, souligne la victoire remportée et appelle à rester vigilants.

La CGT balance un nouveau tract pour s'autoféliciter de ce succès... suite à « l'attitude vigilante et vigoureuse des élus CGT ».

Moralité : même quand ils veulent jouer les « durs », les révisionnistes qui dirigent la CGT n'ont aucune confiance dans les masses, seule leur boutique compte.

Correspondant HR.

SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DE SOTRACOMET

A Maizières-les-Metz, l'entreprise Sotracomet, deuxième entreprise française de travaux publics et constructions métalliques, déposait son bilan le 5 août dernier. Depuis le 28 octobre les 424 travailleurs de l'entreprise sont en grève illimitée contre tout licenciement, le démantèlement et pour le maintien des avantages acquis.

La lutte engagée à Maizières-les-Metz doit être la lutte de tous les travailleurs de la Lorraine qui est une des régions au plus fort pourcentage de chômeurs en France, en particulier chez les jeunes :

— La Sorelor à Maizières-les-Metz a déjà licencié tout son personnel.

— A Mondelange, le patronat prévoit la fermeture de l'entreprise Voyer pour la fin

de l'année. Les travailleurs de Sacilor, Sollac, Usinor sont au chômage partiel depuis le 1er octobre et risquent des licenciements. Il est clair pour tout le monde que la victoire des travailleurs de Sotracomet aura de sérieuses répercussions sur la défense de l'emploi en Lorraine.

Les travailleurs de Sotracomet ne perçoivent aucune indemnité de chômage, ils sont donc sans ressources. Pour les aider à populariser leur lutte et pour élargir le soutien financier, contactez le « comité de soutien aux travailleurs de Sotracomet » : J. R. Hiebler — 39, av. de Strasbourg — 57000 Metz. Pour le soutien aux grévistes — solidarité Sotracomet — CMDP Maizières-les-Metz — compte No 15761040.

correspondant HR.

ECHOS**L'imprimerie Chaix à St-Ouen est occupée**

Il y a un an, la direction de la Fédération française des travailleurs du livre — CGT (FFTL-CGT) criait victoire. Elle venait de signer un accord avec le patronat et l'Etat qui garantissait soi-disant l'emploi des travailleurs, mais qui permettait surtout de leur faire reprendre le travail après trois semaines de grève avec occupation.

Un an après, jour pour jour, mardi 25, le tribunal de commerce de Paris prononçait le dépôt de bilan de Chaix. Cette mesure synonyme de chôma-

ge pour 640 travailleurs a provoqué une profonde colère. Et jeudi 27, les ouvriers imprimeurs de Chaix ont décidé d'occuper les ateliers.

Massey-Ferguson (Juvisy)

Il s'agit d'un dépôt, ravitaillant en pièces détachées le monde entier. Cent ouvriers sur 110 occupent les ateliers depuis le 26 novembre, après avoir mis le patron et les cadres à la porte.

Avec la section CGT, ils demandent 200 F d'augmentation pour tous et le 5^e semaine de congés payés, et sont décidés à lutter jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

A PARIS-RHONE LES OUVRIERS EXPULSÉS CONTINUENT LE COMBAT

Suite à l'intervention violente des flics de la bourgeoisie, un commando de cadres, le patron Charrière en tête, parvenait à enfoncer les piquets de grève de l'usine Mermoz de Lyon. Les ouvriers manifestaient alors durant toute la journée devant l'usine.

Jeudi matin à 10 h 30, un nouveau commando intervenait, cette fois à l'usine de Villeurbanne. Il réussissait sous la protection et avec l'aide de la police à reprendre possession de l'usine jusqu'alors occupée par les travailleurs.

Le directeur général des établissements Paris-Rhône qui, une fois de plus, s'était mis à la tête des cadres pour entrer dans l'usine, a déclaré qu'il avait « prévenu la police de l'opération pour éviter des désordres sur la voie publique » ! Comme s'il n'était pas le seul et unique provocateur de désordres dans cette grève !

Jusqu'à la veille au soir, la direction posait aux syndicats comme préalable à des négociations l'évacuation de l'unité de Villeurbanne. Si on l'en croit, le patron avait reçu un « accord de principe pour l'évacuation » et l'évacuation avait été acceptée mais n'avait pas été obtenue (par les syndicats) à cause d'un petit nombre d'irréductibles.



PTT (Essonne)

La politique des faux communistes de plus en plus combattue

Dans les bureaux de poste, un certain nombre de revendications font leur chemin dans la tête des agents du service général (guichets) et des préposés. Bien qu'elles ne bénéficient pas encore d'une large audience ces revendications donneront naissance à des luttes de plus en plus conséquentes au cours desquelles les faux communistes (les révisionnistes) se poseront de plus en plus en défenseurs du capital aux yeux des postiers.

Ces revendications sont : Le samedi libre (fermeture des bureaux, pas de distribution de courrier), 35 heures de travail par semaine en 5 jours.

Sur ces deux revendications une assemblée générale a eu lieu à Corbeil (Essonne) le 29 octobre, à l'initiative de la CFDT. Une centaine de personnes y assistaient.

Deux conceptions

— celle de la CFDT soutenant ces revendications, appelant les travailleurs à les discuter, à passer à l'action pour les faire aboutir.

— celle de la CGT qui tergiversait pour ne pas se démasquer. Elle proposait : 2 jours consécutifs de liberté, une semaine samedi et dimanche, la semaine suivante, le dimanche et le lundi.

Les travailleurs présents, qu'ils soient CGT ou CFDT, ont rejeté en bloc cette proposition. En réalité la position véritable de la direction CGT c'est le refus de ces revendications. La région CGT l'a clairement expliqué à la CFDT au cours d'une entrevue. Elle serait tellement impopulaire que les instances intermédiaires qui ont à faire aux travailleurs n'osent pas l'avancer telle quelle. Au cours de la même entrevue la région CGT a accusé la CFDT d'avoir divisé le « front unitaire » et semé la confusion (!). En fait pour les dirigeants de la CGT, la CFDT ne devrait pas expliquer ses positions, mais suivre aveuglément la ligne politique de trahison. Ces champions de la liberté et de la démocratie

ont peur de la popularité des revendications défendues par la CFDT.

Le «service public»

L'argument de la CGT pour s'opposer à ces revendications c'est la défense du «service public» : beaucoup de travailleurs sont libres le samedi et en profitent pour se rendre à la poste. Ce dernier argument est purement démagogique, car ce n'est pas pour les travailleurs que les postes CGT veulent que les bureaux restent ouverts le samedi. Toutefois il faut y répondre. Il existe de multiples possibilités qui, si elles sont largement exploitées, permettront aux travailleurs qui travaillent toute une semaine d'effectuer toutes les opérations dans les bureaux n'importe quel jour après ou pendant le travail. Ce sont, par exemple, une plus grande utilisation des procurations, l'ouverture de certains bureaux entre midi et deux heures l'après-midi, la construction de nouveaux bureaux dans les quartiers populaires et dans les zones industrielles, l'assouplissement de certains règlements, la fermeture plus tardive des bureaux le vendredi, voire le jeudi, etc. Faut-il, parce que la bourgeoisie préfère économiser et ne pas faire des PTT justement une entreprise au service des travailleurs, que ce soient les agents des PTT qui trinquent en travaillant le samedi ? Les dirigeants de la CGT cautionnent en fait la politique de la bourgeoisie. D'autre part, peut-il y avoir en système capitaliste un quelconque service public ? Derrière toute activité économique, derrière toute entreprise «publique» ou «privée», il y a les monopoles, les banques, le profit et les serviteurs du capital que sont les dirigeants de l'Etat bourgeois.

Ce que veulent les chefs de la CGT et du PCF

Les syndicalistes de la CFDT le disent tout net dans une lettre aux adhérents : «A travers cette argumentation, perceait pré-

cisément l'idée que la CGT, prête à gérer demain les PTT, autour d'un gouvernement de gauche, ne songe qu'à sa candidature à cette gestion et que, pour y arriver sans effrayer quiconque, rien ne doit être modifié dans les rapports idéologiques actuels, sur la poste des riches et la poste des pauvres. Les travailleurs doivent modérer leurs demandes et être raisonnables... A Marcoussis, vendredi 24 octobre cette effarante position a été prise pour s'opposer à la suppression de la 2^e distribution malgré la demande des préposés.»

Voilà qui dénote une prise de conscience de la nature du révisionnisme chez de nombreux syndiqués. D'où pour nous, marxistes-léninistes, la nécessité de passer à l'offensive sur cette question en publiant des analyses approfondies sur le révisionnisme et en les popularisant très largement dans les milieux syndicalistes entre autres. C'est un moyen de combattre la tendance qui consiste à se mettre à la remorque de la ligne révisionniste imposée par les dirigeants CGT-PCF.

Pour terminer deux autres passages qui témoignent que la lutte antirévionniste est désormais un phénomène tendant à devenir de masse : «La CFDT a montré qu'elle n'accepterait pas d'abandonner ses revendications portant sur la qualité de la vie au travail parce que l'action est unitaire.» «Le problème de l'unité d'action conflictuelle avec la CGT est désormais posé en des termes nouveaux de rapports de forces internes à cette unité.»

Plus que jamais la lutte contre le révisionnisme est notre tâche politique prioritaire.

Un postier de l'Essonne, P.S. : autrefois les bureaux de poste étaient ouverts le samedi après-midi. Au moment où il a été décidé de les fermer le samedi après-midi, les élus du PCF et des travailleurs trompés par eux ont manifesté contre cette mesure dans un certain nombre de villes. On voit comment le PCF lutte pour la réduction du temps de travail !

FEU A VOLONTE !

Mardi 25 à 6 heures, à l'usine «électronique appliquée de Gradignan», un vigile ouvre le feu sur les grévistes !

Depuis trois semaines les travailleurs de l'ELA mènent leur grève avec détermination. Ils exigent des augmentations de salaire (actuellement un OS 2 gagne 1 310 F par mois, pour 43 heures par semaine), le respect du droit syndical dans l'entreprise. La direction n'hésite pas à recourir à la répression : les CRS étaient déjà intervenus le 14 novembre !

Et mardi matin, les travailleurs avaient fermé les portes de l'usine avec des chaînes et mis en place un piquet de grève à l'intérieur. Un vigile embauché par la direction, après le déclenchement de la lutte, monte la garde, aidé de deux gros chiens et de quelques cadres qui ont élu domicile dans l'usine !

Lorsque les grévistes ont voulu s'opposer à la tentative de la direction de faire ouvrir les portes avec un chalumeau, le vigile a sorti son revolver et ouvert le feu, transperçant le pantalon d'une gréviste ! Cinq minutes après les flics intervenaient, non pour arrêter le «cow-boy», mais contre les travailleurs ! La «loi» bourgeoise est ainsi faite : elle défend les fascistes et matraque les ouvriers, elle

laisse en liberté les assassins (lorsque ce sont des patrons ou leurs larbins) et cherche à étouffer le droit de grève.

Mais cette violence réactionnaire n'a fait que renforcer les travailleurs de l'ELA dans leur volonté de faire aboutir leurs revendications. Il en est de même à la Confection Bresle de Dieppe (cf. ci-dessous). Aidons-les à populariser leur lutte. Face à la violence fasciste : violence populaire.

Affaire à suivre.

Correspondant HR Bordeaux.

A la Confection de la Bresle (Dieppe) l'usine est réoccupée

La brutale intervention de la police, mardi soir, pour faire évacuer l'usine, n'a nullement découragé les grévistes, bien au contraire. En effet, mercredi matin, l'usine était réoccupée par les grévistes. Auparavant avait eu lieu une manifestation de soutien, avec près d'un millier de travailleurs de diverses entreprises de la ville, montrant ainsi concrètement que la solidarité ouvrière n'est pas un vain mot.

ECHOS

Les éboueurs de Grenoble ont gagné

Fort de leur volonté de vaincre et forts du soutien de la population, les éboueurs grenoblois ont arraché la victoire.

Après le refus du préfet, la mairie (PS) de Grenoble s'est trouvée contrainte de céder en passant les éboueurs à la catégorie supérieure (groupe 4), ce qu'ils revendiquaient. Et cela malgré les bâtons dans les roues mis par certains responsables CGT.

Mais si la grève du zèle s'arrête, la lutte pour les effectifs et le refus du travail le dimanche n'est pas terminée. Forts de cette première victoire, et unis aux autres travailleurs communaux, ils vont de l'avant.

Correspondant HR.

Satam-Hussmann à la Courneuve

Le 30 octobre, les 310 salariés débrayaient pour exiger une augmentation de salaire de 200 F pour tous. Devant l'attitude méprisante de la direction, ils ont décidé la grève de 24 heures, reconductible. Dans leur plateforme revendicative, outre l'augmentation des salaires, ils demandent : le paiement des jours de grève, le respect des libertés syndicales et individuelles, une véritable garantie de l'emploi...

31^e ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DE L'ALBANIE

COMMENT LA CLASSE OUVRIÈRE DIRIGE EN TOUT

Le 30 novembre prochain, l'Albanie en fête célébrera le 31^e anniversaire de la libération de la classe ouvrière et du peuple et l'instauration de la dictature du prolétariat, dans tout le pays.

Depuis lors c'est la classe ouvrière qui exerce le pouvoir, consolidant fermement le socialisme et s'opposant à toute tentative de restauration du capitalisme.

Le contrôle ouvrier est une forme importante de l'exercice de ce pouvoir. Comment fonctionne-t-il ?

Au cours d'un voyage en Albanie, lors de visites d'usines, d'écoles, d'hôpitaux, de communes populaires, on voit souvent arriver une équipe d'ouvriers d'une usine voisine ou d'une autre ville du pays. Ils viennent enquêter auprès des travailleurs sur la situation dans l'usine, les problèmes existants, ce qui marche et ce qui ne marche pas, recueillent les revendications et les critiques des travailleurs.

Ces visites sont une forme de ce contrôle ouvrier qui s'exerce aussi par : les réunions des unions professionnelles dans les usines et fabriques, là on discute de tous les problèmes, on organise des confrontations ; les « feuilles-foudres » dans chaque ville et usine, journaux muraux où chacun peut développer ses critiques et suggestions ; les critiques dans les journaux et la presse ; les lettres envoyées dans les organes du plus bas au plus haut (une loi de l'Etat oblige la personne qui reçoit la lettre à y répondre dans un court délai).

L'article ci-dessous explique la nature et les modalités de ce contrôle direct exercé par la classe ouvrière albanaise.

La condition principale pour que la classe ouvrière établisse son contrôle est l'établissement du pouvoir prolétarien. Sans cette condition, il n'y a pas de contrôle ouvrier.

Pas de contrôle ouvrier sans dictature du prolétariat

Enver Hoxha déclarait lors du 6^e Congrès du PTA : « Le contrôle ouvrier est une nécessité et un principe de base de la vie sociale pendant la période historique du socialisme ». Le contrôle ouvrier est donc le contraire du contrôle bourgeois. Il est tout le contraire de ce dont parlent les révisionnistes, les autogestionnaires et les dirigeants soviétiques qui parlent de « pouvoir de tout le peuple ». Le contrôle ouvrier est lié à l'existence de la démocratie prolétarienne en activité et à l'application de la ligne de masse. C'est une activité consciente de la classe ouvrière, c'est une forme de sa participation à la vie du pays pour résoudre les problèmes du socialisme. C'est une arme contre le bureaucratisme et les restes de l'idéologie bourgeoise dans la conscience des hommes. C'est aussi une forme de l'influence de l'idéologie de la classe ouvrière sur les autres classes. En Albanie, le contrôle ouvrier est unique, mais il est exercé sous trois formes :

— Le contrôle fait par le parti : le PTA est un parti marxiste-léniniste, regroupant la partie la plus consciente de la classe ouvrière, et qui lutte pour accomplir tous les buts de la classe ouvrière. Le parti dirige toute la vie du pays.

— Le contrôle ouvrier exercé par le contrôle de l'Etat : l'Etat c'est celui de la dictature du prolétariat qui exprime les intérêts de la classe ouvrière. Le contrôle de l'Etat c'est le contrôle par la classe ouvrière.

— Dans les conditions actuelles du socialisme il est nécessaire, et même indispensable, de renforcer le contrôle direct de la classe ouvrière. Enver Hoxha l'a précisé en disant : « dans le contrôle ouvrier nous voyons l'une des garanties principales pour éviter le risque du révisionnisme et la restauration du capitalisme ».

La classe ouvrière albanaise a pris le pouvoir et construit les bases économiques du socialisme. La propriété sociale est établie dans les villes comme dans les villages, dans l'industrie comme dans l'agriculture. La propriété privée n'existe pas et il n'existe donc pas d'exploitation de l'homme par l'homme. On a fait que les hommes soient payés selon leur travail et sa qualité. Mais bien que la propriété privée n'existe plus, la marque de la propriété privée subsiste un temps plus long dans la conscience des hommes. Souvent les hommes préfèrent encore l'intérêt personnel à l'intérêt général.

La classe ouvrière albanaise a augmenté en nombre et est passée de 25 000 (à la Libération) à environ 390 000 aujourd'hui. Ce nombre est assez grand pour que les ouvriers soient la partie la plus active de la population (2 300 000 habitants).

De plus la structure de la classe ouvrière a changé. Avant elle était composée essentiellement d'artisans et de commerçants ; maintenant, la majorité des travailleurs sont dans l'industrie lourde (mines, métallurgie, industries mécaniques et électriques, etc.). Les conditions dans lesquelles travaillent les ouvriers ont une influence directe sur leur révolutionnarisation. Tous sans exception étudient le marxisme-léninisme, ils connaissent les lois objectives de la construction du socialisme et sont donc en état d'exercer le contrôle ouvrier dans la vie du pays.

« Quand la classe ouvrière parle le bureaucratisme se tait »

Quels sont maintenant les objectifs principaux du contrôle ouvrier ? C'est d'abord la lutte contre le bureaucratisme ; celui-ci est très dangereux pour le socialisme, il fait dégénérer les cadres et les transforme de serveurs en maîtres du peuple. Le contrôle ouvrier ne doit pas oublier ce problème.

Le contrôle ouvrier lutte pour établir un juste rapport entre les cadres et les masses ; que les cadres restent des serveurs du peuple dans le domaine idéologique et politique mais aussi dans l'orientation économique, leur mode de vie et dans leurs relations quotidiennes avec les masses. Le contrôle ouvrier exige que les cadres rendent compte en permanence de leurs activités.

Il s'exerce aussi sur l'établissement et l'accomplissement des plans.

Les autres objectifs du contrôle ouvrier sont de faire primer l'intérêt général sur l'intérêt personnel et l'amélioration des conditions de vie, démocratisation de la vie de famille, révolutionnarisation de l'école, révolution technico-scientifique, etc.

Le contrôle ouvrier est fait non pour des broutilles mais pour des problèmes importants de la construction du socialisme, pour mettre en évidence les erreurs et les fautes et pour les corriger.

Le contrôle ouvrier quand il s'exerce fixe des tâches concrètes et laisse un délai pour les faire, puis il les contrôle sérieusement. On essaie que le contrôle ouvrier soit le plus massif possible et on lutte pour que le maximum y participent.

Le contrôle ouvrier s'exerce non seulement dans les entreprises mais aussi dans les services, les écoles, le commerce, les services sanitaires, etc.

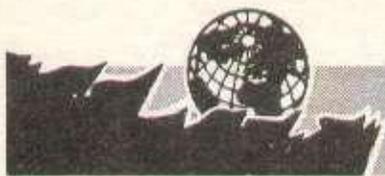
Ce contrôle s'exerce aussi à la campagne. La base politique de la dictature du prolétariat est l'alliance de la classe ouvrière et des paysans, sous la direction de la classe ouvrière.

L'un des principaux devoirs pour le contrôle ouvrier est qu'il se développe de bas en haut, c'est-à-dire de la classe ouvrière vers l'administration et les cadres. Par exemple, cette année le journal « Zeri i Popullit » du 3 avril avait un éditorial intitulé « Quand la classe ouvrière parle, le bureaucratisme se tait ». Cet article commençait par cet événement : les représentants du ministère étaient allés voir des ouvriers d'une mine de chrome et leur avaient demandé si l'organisme administratif de la direction centrale du chrome était nécessaire ou non. Les mineurs leur ont demandé de suite pourquoi ils les consultaient aujourd'hui alors qu'ils n'en avaient rien fait pour sa création ?

A la suite de cet article, toute la classe ouvrière s'est mobilisée et a mené une lutte idéologique contre les conceptions bureaucratiques et pour faire disparaître les structures bureaucratiques. Beaucoup d'instances ont été supprimées et l'appareil d'Etat simplifié. Des milliers de cadres sont retournés ou se sont rapprochés de la production.

Ceci est un aspect important, mais d'un autre côté il faut que le contrôle ouvrier devienne un autocontrôle et un contrôle parallèle entre les ouvriers, car personne ne peut dire qu'il est sans faute et il faut que chacun fasse son autocritique. Chacun entrevoit les défauts et les fautes des autres. Ainsi quand les ouvriers sont dirigés par leurs intérêts personnels et qu'ils produisent des objets de mauvaise qualité, souvent encore les critiques ne sont pas effectuées spontanément. Cela va contre l'intérêt général et contre l'intérêt d'eux-mêmes. Car les produits de mauvaise qualité sont achetés par eux-mêmes.

Le parti impulse donc le développement du contrôle parallèle car il n'y a pas de contradictions antagoniques entre l'intérêt personnel et l'intérêt général. Au contraire si le socialisme se consolide, la situation des ouvriers s'améliore. Plus grandira le revenu national, plus grandira le bien-être des ouvriers. C'est pourquoi la classe ouvrière albanaise développe hardiment son contrôle dans tous les domaines.



PORTUGAL

Le jeu des superpuissances(2) L'URSS, ennemi principal

Devant les échecs de son rival américain, le social-impérialisme n'a pas cessé, depuis le 25 avril 1974, d'avancer en force pour tenter de conquérir la place perdue par lui et de consolider des positions dans ce pays d'une grande importance stratégique.

Il dispose pour cela d'un atout capital : le PCP inconditionnellement pro-soviétique d'Alvaro Cunhal. C'est surtout par l'intermédiaire de cette agence à lui qu'il cherche à établir son contrôle sur le pays. Pour cela il finance massivement sa cinquième colonne et ses différents appendices. La grande presse occidentale a révélé plusieurs fois, sans être démentie, les filières financières qui permettent aux roubles de Moscou de financer toutes sortes d'activités au Portugal, depuis l'édition de journaux, affiches, l'ouverture de délégations, le fonctionnement de l'intersyndicale, etc. Récemment les autorités russes ont envoyé près de 30 000 dollars à cette dernière (la photocopie du chèque a été publiée dans l'organe central du PCP (m-l) «Unidade Popular»).

Bien que le parti social-fasciste possède une base d'appui plus faible en comparaison d'autres partis politiques — lui et ses divers appendices tel le MPD (Mouvement populaire démocratique), que chacun, au Portugal, appelle le «PCP bis», totalisèrent 18 % des votes aux dernières élections — il a pris d'assaut, par des manœuvres putschistes et bureaucratiques, la direction de l'écrasante majorité des syndicats et contrôle l'appareil de direction de l'intersyndicale.

Cela lui permet de s'efforcer de semer une grande division au sein de la classe ouvrière et des autres travailleurs et de les manœuvrer en partie comme force de choc pour l'assaut au pouvoir. L'exemple de la dernière grève des ouvriers du bâtiment qu'ils ont cherché à utiliser contre le 6ème gouvernement est particulièrement typique à cet égard. Le PCP s'est seulement préoccupé de leurs revendications à Lisbonne pour les canaliser dans une grande manifestation politique à son profit délaissant complètement leurs revendications dans les autres parties du pays. Il n'avait pas davantage bougé lorsque leur lutte avait commencé sous le 4ème gouvernement qu'il contrôlait, puis s'était poursuivie sous le 5ème. A cette époque, les ouvriers du bâtiment n'étaient pour le PCP que des «fascistes» et des «réactionnaires».

Sur le plan du pouvoir local, il contrôle nombre d'organismes qu'il a également pris d'assaut, profitant de la confusion existante au lendemain du 25 avril.

Durant les 4ème et 5ème gouvernements qu'il contrôlait, il a réussi à infiltrer des éléments à sa solde à des postes clés où ils exercent un travail de sape (sur le plan économique, de l'information, dans l'armée, etc.). L'URSS en effet n'est pas du tout intéressée à aider le Portugal à sortir de ses difficultés économiques mais bien au contraire à l'y enfoncer de façon à ce qu'il

devienne docilement tributaire et dépendant de son «aide désintéressée».

Depuis le début, suite à ses retentissants échecs politiques, la tactique du PCP a été basée sur le complot, le coup de force, l'infiltration et la subversion. Il est puissamment aidé en cela par les nombreux agents du KGB dans le pays. Camouflés en diplomates correspondants ou hommes d'affaires, ils seraient déjà au nombre de 600.

Parmi eux, un certain Sviatislaw Kusentson qui a dirigé les activités du KGB au Mexique et au Chili. Le social-impérialisme compte encore sur une série d'organisations putschistes qui ouvrent la voie au parti social-fasciste, chaque fois que son masque «démocratique» ne lui permet pas d'intervenir directement. Il a ainsi provoqué des scissions dans d'autres partis, comme le Parti socialiste, par exemple, qui s'opposent à sa tactique putschiste au service du social-impérialisme russe.

Le social-impérialisme russe a également avancé au niveau économique, à travers l'envoi d'innombrables délégations «culturelles» et «économiques», établissant très vite après le 25 avril des relations diplomatiques, malgré la demande de l'OUA de n'en rien faire tant que les colonies ne seraient pas indépendantes. Le Portugal exporte désormais, à très bas prix, vers l'URSS et ses satellites, sardines, vins, chaussures, textiles, etc., quelques exemples : les chaussures portugaises sont achetées par Moscou 10 F la paire, le vin 48 centimes le litre, alors qu'ils le paient 1 F à l'Espagne.

En revanche le Portugal «bénéficie» de l'importation de près d'un million de tonnes de pétrole, au cours de cette année, payé à l'URSS 20 % plus cher que le prix pratiqué par les autres pays européens.

Certains accords conclus avec les sociaux-impérialistes stipulent encore l'exportation par le Portugal des matières premières (minerais, coton, liège, amandes, résineux) et l'importation de matériel électronique, médicaments et autres produits dérivés de ces matières premières. C'est le schéma néo-colonialiste classique.

La Commission des travailleurs du fond d'encouragement à l'exportation a récemment révélé qu'on enregistre dans la balance commerciale avec l'URSS, seulement de janvier à avril de cette année, un déficit de 150 000 cantos (24 millions de francs). En 1974 ce déficit était de 12 000 cantos en 1973 le solde était de 8 000 cantos en faveur du Portugal.

Manifestement, la Russie entend faire du Portugal sa «cave» ou son «magasin de chaussures» tout comme elle a déjà fait son «verger» de la Bulgarie et sa «bergerie» de la Mongolie.

(A suivre : la tactique du social-impérialisme dans l'armée).

Nouvelles brèves

TCHÉCOSLOVAQUIE : D'ANCIENS DÉPUTÉS RÉCLAMENT LE DÉPART DES TROUPES SOVIÉTIQUES

Quatre députés de l'ancienne assemblée nationale tchécoslovaque ayant voté en octobre 68 contre le traité sur le stationnement provisoire des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie, viennent d'adresser une lettre à l'Assemblée fédérale lui demandant notamment d'obtenir le retrait de ces troupes. L'un d'entre eux, le général Prchlick, avait été condamné à vingt deux mois de prison en 1971, par un tribunal militaire, pour avoir critiqué le partage du pouvoir au sein du pacte de Varsovie. Dans leur lettre, ils soulignent que «trois mois se sont écoulés depuis la signature de l'acte final d'Helsinki, sans que l'on dénote le moindre signe de sa mise en application en Tchécoslovaquie.»

Ils dénoncent «le stationnement sur le territoire tchécoslovaque des forces armées soviétiques dont la présence est basée sur des documents élaborés sous la pression» et rappellent que, selon le droit international, de tels traités sont caducs.

R.F.A. : NOUVEAUX PROCES DE CRIMINELS DE GUERRE

Le plus important procès de criminels de guerre organisé en RFA, après celui des responsables du camp de concentration d'Auschwitz s'est ouvert avant-hier à Dusseldorf. 16 accusés y comparaissent. Ils étaient les dirigeants du camp de concentration de Maidanek, en Pologne, où 250 000 juifs au moins furent massacrés. Des sources officielles parlent, elles, de un million de victimes. Rappelons que les sentences prononcées récemment ont toujours été extrêmement légères pour les criminels de guerre. Au cours d'un des derniers procès elles correspondaient à... 15 jours de prison par personne assassinée !

MYSTÉRIEUX NAVIRE SOVIÉTIQUE DANS LA MANCHE

Un navire école soviétique de 4 400 tonnes, le «Girizont» a été abordé dans la nuit de mardi à mercredi par un cargo marocain, subissant de très sérieux dommages. Rien d'étonnant jusque là. Ce qui l'est davantage, c'est que les autorités de ce navire, en sérieuse difficulté, aient refusé l'assistance des navires étrangers qui se portaient à son secours, leur enjoignant même de ne pas s'approcher de l'épave.

Seuls, de nombreux navires et châtiments soviétiques qui croisaient dans les parages ont été autorisés à effectuer les opérations de secours. L'épave a ensuite été coulée. Quel secret ce navire, en principe un inoffensif bateau école de la marine marchande soviétique, entendait-il donc ainsi protéger ? Pour qui connaît les énormes activités d'espionnage des bateaux soviétiques, la réponse n'est pas difficile à trouver !

RÉGION PARISIENNE

RECORD DU NOMBRE DE DEMANDES D'ALLOCATIONS CHOMAGE

Les Assedic de la région parisienne ont enregistré au cours du mois d'octobre, l'augmentation la plus importante depuis le début de l'année, du nombre de dossiers déposés (35 671 soit 68,8 % de plus qu'en octobre 1974), indique leur bulletin mensuel du mois de novembre.

En outre, cette évolution, qui a pour effet d'accroître de 20 % le stock des dossiers en instance au dernier jour du mois (43 736), est compensée par l'augmentation sensible (20 %) du nombre de dossiers rejetés au cours du mois.

Ainsi le nombre des premiers paiements n'a guère varié (16 122) par rapport au mois dernier.

D'autre part, le nombre des bénéficiaires du versement des Assedic (108 044) s'est accru de 1,1 % en octobre. Bien que ce taux soit le plus faible enregistré au cours des douze derniers mois, il ne marque pas cependant une amélioration de la situation de l'emploi puisque les années passées on constatait à la même époque une baisse moyenne de l'ordre de 0,5 %.

En ce qui concerne les bénéficiaires d'allocations supplémentaires d'attente (licenciés pour motif économique, touchant 90 % du salaire brut), leur progression n'a été que de 1,6 % en un mois (31 001 au 31 octobre) ce qui est nettement inférieur

à la moyenne mensuelle constatée depuis le début de l'année.

Les jeunes restent d'autre part les plus défavorisés, leur nombre s'est accru de 160 % pour les hommes de moins de 30 ans et de 108 % pour les jeunes femmes de même âge.

Enfin pour ce qui concerne les niveaux de qualification, en un an le nombre des ouvriers (professionnels ou non) a plus que doublé, alors que celui des employés (qualifiés ou non) augmentait de 76 %, celui des agents de maîtrise et techniciens de 61,1 %. Quant aux cadres, leur nombre a relativement peu augmenté (plus 50 %) et notamment les cadres administratifs (plus 37 %).

(AFP)

100 TONNES DE SARDINES REJETÉES A LA MER A MARSEILLE

Les pêcheurs de Marseille ont rejeté à la mer depuis dimanche dernier plus de 100 tonnes de sardines en raison des spéculations des industriels de la conserverie entre les producteurs de divers pays.

Ce nouveau scandale révèle bien l'une des tares les plus visibles du régime capitaliste : la surproduction entraîne la crise, les bas prix de vente à la production et finalement la faillite des petits producteurs ; cela alors même que le prix de vente sur le marché ne cesse de grimper. Pour le marché de la sardine le prix de vente à la production est d'un franc le kilo, alors que le prix du marché dépasse 7 F le kilo.

Quand les marins pêcheurs subissent la mévente, les négociants et conservateurs eux ne s'en font pas pour empêcher de substantiels bénéfices.

TEKELEC A PESSAC (banlieue de Bordeaux)

SIX OUVRIERES HOSPITALISÉES LES PATRONS SE MOQUENT DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS

Depuis 1973, les ouvrières d'un atelier de Tekelec sont très souvent victimes d'évanouissements causés par un produit chimique (le di-oxyde de manganèse). Mais la direction uniquement préoccupée par ses profits s'est bien gardée de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent.

Aujourd'hui plus de 25 % du personnel est intoxiqué. Et, mardi 25 novembre ce sont six

ouvrières qui ont dû être hospitalisées d'urgence en service de réanimation.

La colère gronde à Tekelec, et d'ores et déjà, toutes les camarades d'atelier des ouvrières hospitalisées ont décidé d'arrêter le travail.

(A suivre)

Correspondant H.R.

USA

Relance de l'économie, fin de la crise ... ou détérioration de la vie des travailleurs

La crise financière spectaculaire de la ville de New York reflète l'aggravation des contradictions du système économique capitaliste.

Confronté à des dettes s'élevant à 450 millions de dollars, la municipalité était le 17 octobre dernier au bord de la faillite, cette date étant l'échéance des paiements. Cette situation était due à une déplorable gestion des affaires municipales, aux superprofits des entreprises industrielles et des banques new-yorkaises, etc.

In extremis, la direction très réactionnaire du syndicat des enseignants de la ville est venue à la rescousse de la municipalité, lui avançant 150 millions de dollars, prélevés sur les caisses de retraite du syndicat, «sauvant» ainsi la ville de la banqueroute.

Mais New York se trouvera d'ici quelques semaines avec de nouvelles échéances à payer, et le même problème se reposera.

En attendant l'Etat fédéral ne veut rien faire pour la cité, la laissant seule confrontée à ses problèmes. D'autres grandes villes américaines feront face d'ici peu à des crises similaires, et c'est pourquoi le gouvernement se refuse à intervenir.

Pendant ce temps-là, les mesures concrètes prises seront les probables licenciements de dizaines de milliers d'employés municipaux : pompiers, services publics, employés et même des professeurs... malgré le «geste» de la direction du syndicat des

enseignants. Réductions également des services hospitaliers et de santé d'une façon générale. Un hôpital a fermé ses portes il y a quelques semaines, et d'autres suivront sous peu. Réduction du budget de l'université de New York, etc.

En un mot, ce sont les travailleurs qui feront une fois de plus les frais de la crise du capitalisme.

La fascisation du pouvoir se manifeste également dans la proposition de loi SI. Cette loi réintroduirait la peine capitale pour un certain nombre de crimes comme certains cas d'espionnage, sabotage, trahison, et ceci même en temps de paix. Et quand on sait que la législation américaine a toujours assimilé les communistes à des espions ou des traîtres, on voit où cela peut conduire.

Face à la détérioration de ses conditions de vie et du chômage grandissant, la classe ouvrière passe à l'offensive.

De nombreuses manifestations et meetings ont eu lieu dans la ville de New York, protestant contre les réductions budgétaires et les licenciements. Des travailleurs médicaux ont fait grève dans la même ville, il y a 15 jours, pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. 10 000 personnes âgées ont manifesté le 22 octobre en protestation contre les réductions de budget dans les services sociaux.

De nombreuses grèves éclatent ici et là. A New Haven par exemple 900 des 1 200

professeurs sont en grève depuis 10 jours pour le renouvellement de leur contrat de travail ; et la grève étant interdite dans le secteur public, les leaders syndicaux ont été arrêtés ainsi que 90 autres enseignants. Malgré la répression, la grève continue, et on pouvait assister, au matin du 18 novembre à des manifestations en face du Palais de justice. Les arrestations, d'ailleurs, de responsables syndicaux, se multiplient, dans le but de briser les grèves et d'intimider les travailleurs.

Face à la crise, le parti révisionniste américain déclare : «Detente brings jobs», c'est-à-dire «la détente amène du travail». Cette mystification ainsi que les tactiques électoralistes de ces renégats sont efficacement combattues par plusieurs organisations marxistes-léninistes dans leurs presses et leurs meetings.

Pour organiser plus à fond les actions de la classe ouvrière, plusieurs organisations dont la League Octobre ont appelé pour fin décembre à une conférence de «riposte contre la crise capitaliste», à Chicago, avec la participation de «comités riposte» de tout le pays.

Cette conférence sera sûrement une étape importante vers l'organisation de la classe ouvrière et des masses laborieuses américaines.

Michel Bataille
Correspondant H.R.
aux USA

L'ALBANIE SOCIALISTE EN MARCHÉ



Le 29 novembre 1944, jour de la libération de l'Albanie, des unités de l'armée de libération nationale défilent à Tirana, à l'issue d'une lutte héroïque contre les agresseurs fascistes italiens et allemands.

Conscient du danger d'agression de la part des superpuissances, le peuple albanais renforce les préparatifs pour la défense nationale.



La jeunesse albanaise s'avance avec enthousiasme sur la voie de la révolution et contribue à l'édification de la patrie socialiste. Ici, de jeunes volontaires travaillant à la construction du chemin de fer d'Elbasan.

Le peuple albanais, maître du pays, est conscient de travailler pour la révolution. Ici, des ouvrières lisent collectivement le *Zeri i Popullit*, quotidien du Parti, avant de commencer le travail.



La classe ouvrière à la pointe du combat pour l'édification d'une patrie socialiste prospère.



Sous direction d'Enver Hodja, le Parti du Travail a guidé le peuple albanais dans sa lutte pour la libération nationale et pour la construction du socialisme.



Les paysans, dans les coopératives et les fermes d'Etat, ne reculent devant aucune difficulté pour étendre les surfaces cultivables et améliorer la production.

Puissantes manifestations en Espagne

Jeudi matin, dans le plus strict respect de la tradition monarchiste, Juan Carlos était sacré roi d'Espagne en l'église San Jeronimo de Madrid. Le cérémonial fastueux de l'intronisation, la présence des chefs d'Etats français, allemand et irlandais, voilà ce qu'il fallait que la presse retienne. A sa sortie de l'église, Juan Carlos et sa cour se rendaient au Palais d'Orient. Les fascistes y avaient fait venir suffisamment de monde pour que les journalistes étrangers puissent à leur retour parler « d'ovations » et « d'acclamation du roi dans la bonne humeur ».

Le successeur du bourreau fasciste Franco veut donner l'illusion d'une libéralisation du régime, il veut faire croire à sa clémence. Le spectacle minutieusement préparé « des gens qui agitaient des drapeaux, d'autres qui portaient des casquettes ou des foulards aux couleurs nationales rendues encore plus vives grâce au soleil » ne pouvait que rendre plus facile cette propagande mensongère.

Beaucoup plus embarrassants étaient les journalistes qui se trouvaient dans la banlieue sud de Madrid, aux abords de la prison de Carabanchel. Sous les murs de cette bastille en effet plus de 5 000 personnes

s'étaient rassemblées. Le FRAP était parmi elles. Elles manifestaient leur colère contre la parodie d'amnistie montée par Juan Carlos. Les manifestants scandaient avec force des mots d'ordre comme « Amnistie » et « Liberté ».

Bientôt, comme pour démentir la prétendue clémence de l'héritier de Franco, la police fasciste chargeait à cheval. Plusieurs manifestants étaient blessés. Vingt et un étaient arrêtés.

Partout en Espagne, ce jeudi les travailleurs manifestaient leur haine de ce régime fasciste qui ne change pas, avec ou sans Franco. A San Sebastian, ils étaient plus de 1 500 à défiler en exigeant l'amnistie et la libération des prisonniers politiques. A Barcelone, un millier de travailleurs manifestaient dans le centre de la ville pour l'amnistie et le rétablissement des libertés catalanes en vigueur de 1934 à 1936, pendant la République.

Non, décidément, même le jour de son sacre, Juan Carlos n'a pas trompé grand monde, en tout cas pas les peuples d'Espagne.

Manifestation du FRAP et des marxistes-léninistes, jeudi soir à Paris

POUR LA LIBÉRATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES EN ESPAGNE

A 18h 30, jeudi soir, de nombreuses personnes se sont rassemblées à Parmentier, à l'appel du FRAP, de l'Humanité Rouge, du PCR (m-l), de l'UCF (m-l), pour apporter leur soutien à la lutte des peuples d'Espagne.

Chaleureusement applaudie sur son passage, la manifestation devait exiger la liberté pour tous les prisonniers politiques en Espagne, dénoncer la continuation du fascisme,

les manœuvres de la «junte démocratique» de Carrillo et affirmer son soutien au FRAP et au combat pour la République populaire et fédérative. Une déclaration du Bureau politique du PCMLF était distribuée sur le passage du cortège. Cette manifestation d'unité des marxistes-léninistes français et des antifascistes d'Espagne s'est terminée par une intervention du FRAP, ayant ainsi fait une nouvelle fois la preuve de la solidarité des peuples de France et d'Espagne.

SUITE DE LA PAGE 1

Mohamed repartit donc, bien décidé à ne pas laisser les choses dans cet état, il se constitua partie civile et alerta la presse.

Il devenait alors très gênant pour les flics qui ne pouvaient plus nier l'évidence et encore moins expliquer pourquoi ils avaient classé l'affaire sans suite alors que de très fortes présomptions laissaient supposer qu'il s'agissait d'un meurtre.

Oui, Mohamed devenait vraiment très embarrassant ! Mais le hasard — pour la police — fait parfois bien les choses.

Dans la nuit du 7 au 8 novembre Mohamed rejoignit très tard son hôtel. Cet hôtel, il ne le connaissait pas encore car il n'avait retenu une chambre que quelques heures auparavant. Là il rentre, se fait attaquer par plusieurs hommes qui le poursuivent, le rejoignent, l'assomment et... le jettent du troisième étage par une fenêtre.

La chute aurait dû être fatale car en bas — toujours le hasard — il y a une grille sur laquelle Mohamed aurait dû venir s'empaler. Heureusement, il y a une verrière et c'est sur celle-ci qu'il termina sa chute. Les vitres volèrent en éclat mais il fut retenu par des montants en ferraille.

La version de la police est évidemment tout autre : Mohamed, ivre, se serait jeté lui-même par la fenêtre.

C'est certainement une explication très facile et très usitée par la police (pour expliquer comment des gens sortent des commissariats les pieds devant) mais c'est en tout cas une thèse aussi simpliste qu'absurde.

Admettons en effet que Mohamed ait été ivre ce soir-là. Qu'aurait-il bien pu lui arriver ? Il aurait principalement pu tomber dans les escaliers et se casser une jambe ou un bras.

Eh bien non ! Pour la police, Mohamed s'est jeté d'une fenêtre de dimension réduite après être monté sur une table car la fenêtre est trop haute pour être atteinte directement. Bel exploit pour un homme qui aurait eu 2,22 grammes d'alcool dans le sang et qui, de surcroît, n'avait aucune envie de se suicider !

De fait, la thèse de l'accident ne tient pas. En témoigne par exemple le fait que les flics aient posté, à la demande de l'Amicale des Algériens, deux gardes devant la chambre de Mohamed pour assurer sa sécurité.

On peut se demander également, si c'est un accident, pourquoi la police surveille de très près toutes les personnes qui essaient d'en savoir plus long sur cette affaire en essayant par exemple d'espionner une conversation entre un envoyé spécial du «Quotidien du peuple» et des militants d'Annecy de l'Humanité-Rouge.

PORTUGAL : LE 6ème GOUVERNEMENT CONTROLE LA SITUATION

Après l'échec de la tentative de putsch des forces pro-soviétiques, le sixième gouvernement contrôle la situation. Les généraux Carlos Fabiao, chef d'Etat-Major de l'armée de terre et Otelo de Carvalho, commandant du Copcon, ont présenté leur démission qui a été acceptée. La nouvelle a été annoncée jeudi soir par la télévision portugaise.

Une note de l'Etat-Major souligne qu'à la suite des derniers événements une restructuration des forces armées est nécessaire pour en assurer la cohésion. La note précise que le maintien du Copcon porterait préjudice à cette cohésion.

La situation dans toutes les unités militaires est redevenue normale, à l'exception de la base militaire de Tancos où des risques d'affrontement subsistent. Le général Vasco Lourenco, commandant de la région militaire de Lisbonne a déclaré : « Nous faisons tous nos efforts pour éviter des heurts qui pourraient être assez violents ». Il a ajouté : « Nous sommes conscients que les forces de droite essaient de profiter de la situation actuelle ».

CONTRE LE CHOMAGE : SUCCES DE LA GREVE GÉNÉRALE EN BRETAGNE

Une grève générale de protestation contre le chômage a eu lieu jeudi en Bretagne. Elle a été largement suivie puisque 70 % des travailleurs de la métallurgie ont fait grève, 60 % dans le bâtiment et les hypermarchés, 90 % dans les arsenaux. La grève des cheminots a provoqué la paralysie du trafic omnibus et marchandises. La grève des travailleurs de l'EDF a entraîné la fermeture de Citroën à Rennes et l'arrêt des transports urbains. Les enseignants du primaire et du secondaire ont fait grève à 90 %.

Ces quelques chiffres montrent avec éclat l'ampleur de la colère des travailleurs bretons. Ils ne sont pas sans rappeler les mobilisations qui avaient eu lieu dans les premiers mois de 1968 et qui avaient été un des signes avant-coureurs du printemps révolutionnaire.

La journée a été marquée également par d'importantes manifestations, au nombre d'une quinzaine, ayant regroupé 7 000 personnes à Brest, 5 000 à Rennes et Quimper, 3 000 à Lorient, etc. Un slogan écrit en breton, à la manifestation de Quimper, exprimait la volonté de lutte des travailleurs : « Bretons debout, du travail en Bretagne pour tout le monde ! »

De toute façon, l'affaire n'est pas prête d'être classée, et pour cause ! De jour en jour l'affaire Azzouz s'éclaircit et au fur et à mesure que progresse l'enquête, l'affolement s'empare des flics qui multiplient les déclarations contradictoires (ex. : le procureur prétend que Sisbanne était connu des services de police alors que les flics prétendent le contraire).

C'est une excellente chose, gageons que dans un court laps de temps certaines questions seront résolues ! (ex. : comment les tueurs ont pu apprendre si vite dans quel hôtel était descendu Mohamed ? Comment un permis d'inhumer a-t-il pu être délivré alors que le cadavre présentait des hématomes suspects ? Pourquoi les flics se donnent-ils tant de mal pour camoufler l'attentat contre Mohamed en accident ? etc.).

Nos lecteurs seront tenus au courant dès qu'il y aura du nouveau. Affaire Azzouz... Affaire à suivre !